

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

ETAT - Ministère chargé des Transports - Direction Interdépartementale des Routes Sud-Ouest

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes du Sud-Ouest par délégation de Monsieur le Préfet de la région Occitanie donnée par arrêté préfectoral du 30 janvier 2023

Objet de la consultation

A621 – Echangeur du Ritouret - BLAGNAC (31)
Aménagement de l'accès exploitant

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 18 juillet 2025 à 12h00

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2-1. Définition de la procédure.....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
2-3. Nature de l'attributaire.....	4
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	5
2-5. Variantes.....	5
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	5
2-8. Délai d'exécution des travaux.....	5
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	5
2-10. Délai de validité des offres.....	5
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	6
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	6
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	6
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	6
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	6
2-16. Clauses sociales et environnementales.....	7
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	7
3-1. Solution de base.....	7
3-2. Variantes.....	12
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION.....	12
4-1. Sélection des candidatures.....	12
4-2. Jugement et classement des offres.....	12
4-3. Négociation.....	15
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	15

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	16
5-2. Copie de sauvegarde sur support physique électronique.....	16
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	17

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne l'aménagement de l'accès exploitant à l'échangeur du Ritouret sur l'A621.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : Blagnac (31700)

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-5 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Chaque candidat ne pourra remettre qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit en tant que membre (mandataire ou co-traitant) d'un groupement. Il ne pourra pas cumuler les deux qualités. La présence d'une même entreprise en qualité de sous-traitante de plusieurs candidats est admise.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-7. Exigences minimales de la négociation

La négociation prévue à l'article 4-3 ci-après pourra porter sur les éléments techniques et financier de l'offre.

Toutefois les candidats sont informés que les clauses suivantes restent intangibles et non soumises à négociation :

- clause environnementale spécifiée à l'article 1-6.5.2 du CCAP ;
- dispositions intangibles en matière d'exploitation sous chantier spécifiées aux articles 3-2.1 (2), 8-4.4 et 8.5 du CCAP, et 1.3.3, 1.3.4 et 1.4.3 du CCTP.

2-8. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard **6 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **180 jours**; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonateur SPS et les intervenants ;

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

Les entreprises joindront en conséquence à leur offre un engagement à ce sujet sous la forme d'un Dossier de propreté du chantier, traitant en particulier des points suivants :

engagements du candidat en faveur du maintien de la propreté des voies publiques au droit des points d'accès au chantier :

- dispositions prévues pour assurer le maintien en permanence de la propreté des voies publiques empruntées ;
- dispositions prévues pour assurer le nettoyage des roues des camions en sortie de chantier.

2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-16. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions figurent à l'article 1-6.5.2 du CCAP.

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), sous la référence « **25-009-DIR** ».

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Toutes les rubriques pertinentes de l'acte d'engagement devront être renseignées. Il est demandé que l'acte d'engagement soit daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s) dès la remise de l'offre.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

Le bordereau 0 : pièces relatives à la mise en concurrence

- 0.0 – L'avis de marché envoyé à la publication ;
- 0.1 – Le présent règlement ;

Le bordereau 1 : pièces contractuelles

- Les pièces du projet de marché à compléter : 1.1 l'Acte d'Engagement (AE), 1.5 le Bordereau des Prix (BP), 1.6 le Détail Estimatif (DE) ;
- 1.2 – Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe ;
- 1.3 – Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- 1.4 – Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- 1.5 – Le Bordereau des Prix (BP) ;

- 1.6 – Le Détail Estimatif (DE) ;
- 1.7 – Les documents graphiques ;
- 1.8 – Le cadre du Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- 1.9 – Le cadre du Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;

Le bordereau 2 : pièces non contractuelles destinées à faciliter la compréhension du DCE

- 2.1 – Le plan de situation ;
- 2.2 – Le rapport géotechnique ;
- 2.3 – Le dossier des réseaux existants ;
- 2.4 – Rapport de recherche Amiante et HAP dans les canalisations et sur chaussées
- 2.5 – Les Cadres de décompositions des prix forfaitaires et de sous-détail des prix unitaires ;
- 2.6 – Les tabulations des axes ;
- 2.7 – Le cahier des profils en travers ;
- 2.8 – Le planning prévisionnel des travaux ;
- 2.9 – Les avant-métrés.

3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier :

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées dans l'avis de marché.

dans un autre sous dossier :

- Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le bordereau des prix et détail estimatif : cadres ci-joints à compléter sans modification ;

- Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant les documents suivants :

☒ Pour le jugement de la Valeur Technique (VT) : le mémoire technique comprenant :

- **VT1 : Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la qualité (SOPAQ)** qui comprendra :
 - * une note d'organisation générale présentant de façon concise l'organigramme du chantier, la répartition des tâches en cas de co-traitance et/ou de sous-traitance, et dans ce second cas la liste des sous-traitants envisagés avec leurs principales références ;
 - * le planning prévisionnel d'exécution du marché. Ce planning fera notamment apparaître les prévisions de travaux de nuit sous fermeture de l'A621 et/ou de la bretelle ;
 - * les moyens humains, techniques et matériel mobilisés pour chaque atelier ;
 - * l'organisation des études d'exécution : méthodologie et moyens mobilisés, réactivité selon de production délais fixés au 1.3.10 du CCTP, traçabilité des documents, etc. ;
 - * l'organisation des contrôles qualité internes et externes du candidat avec les modèles de fiches de suivi associées ;
- **VT2 : Une notice technique** qui comprendra :
 - * une note d'analyse illustrant la bonne compréhension par le candidat des enjeux des travaux à réaliser et présentant les méthodes et moyens mobilisés pour chaque atelier afin d'assurer :
 - le respect du délai des travaux fixé à l'article 3-2 de l'acte d'engagement ;
 - les travaux de pose du dispositif ATC définitif au niveau du musoir divergent et les travaux de reprise/fermeture des glissières de sécurité présentes en accotement de l'A621 ;
 - l'intégrité des réseaux existants traversant la zone de travaux ;
 - * une indication concernant les principales fournitures au regard des spécifications du CCTP, avec éventuellement les références des fournisseurs correspondants : matériaux de remblais d'apport extérieur, GNT, enrobés, dispositifs ATC provisoires, dispositif ATC définitif, SMV type B ;
 - * une note précisant les dispositions prévues en matière d'exploitation sous chantier et de signalisation temporaire pour répondre aux besoins du chantier : organisation générale et moyens mobilisés, méthodologie de pose et de dépose de la signalisation, cadence de pose des SMV, ripage des SMV durant les fermetures de nuit selon les besoins, etc. ;
 - * une note précisant l'organisation de l'entreprise pour la mise en place, l'entretien, la surveillance, la maintenance de la signalisation temporaire de chantier, ainsi que pour garantir le délai d'intervention de 1 heure 7j/7j, 24h/24h fixé au CCAP : organisation de l'astreinte signalisation et moyens mobilisés, localisation des équipes par rapport

au chantier, modalités pour respecter les délais d'intervention précisés au CCAP, traçabilité des interventions, etc. ;

● **VT3 : Une notice sécurité, hygiène et conditions de travail** qui comprendra ;

- * le plan de principe de l'installation de chantier ;
- * une note de sécurité indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail sur le chantier .

☒ **Pour le jugement de la Valeur Environnementale (VE) : le mémoire environnemental comprenant :**

● **VE1 : Le Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'environnement (SOPRE)** qui comprendra :

* les dispositions que compte prendre l'entrepreneur afin de respecter la clause environnementale spécifiée à l'article 1-6.5.2 du CCAP (gestions de la propreté, de la poussière, des MES) ;

* les dispositions du Schéma Organisationnel du Suivi de l'Élimination des déchets (SOSED) comprenant :

- les méthodes pour ne pas mélanger les différents déchets produits sur le chantier ;
- les centre de stockages et/ou centres de groupements et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets ;
- les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux ;

● **VE2 : Le dossier propreté de chantier prévu au 2-14 du présent RC** qui précisera :

- * les dispositions prévues pour assurer le maintien en permanence de la propreté des voies publiques empruntées ;
- * les dispositions prévues pour assurer le nettoyage des roues des camions en sortie de chantier.

- Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :

● Une décomposition des prix forfaitaires n° : **0000 ; 0020 ; 0030 ; 1100 ; 5010 ;**

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée de manière détaillée comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs; il sera, en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage des frais généraux et impôts et taxes autres que la TVA, ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

● Un sous-détail des prix unitaires n° **1061 ; 1062 ; 2040 ; 2050 ; 2061 ; 2062 ; 4021 ; 4022 ;**

Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé ci-dessus donnera le contenu du prix en distinguant :

- Les déboursés ou frais directs ;
- Les frais de chantier ;

- Les frais généraux, impôts et taxes autres que la TVA exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus ;
- La marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

Nota sur les décompositions de prix forfaitaires et les sous-détails de prix unitaires :

La décomposition du coefficient à appliquer sur les déboursés secs devra être indiquée en distinguant, d'une part le contenu des frais de siège et d'autre part, précisément, par postes, celui des frais de chantier (encadrement, matériel indivis, main d'œuvre indivise, etc).

L'attention des candidats est attirée sur l'importance attachée à la précision des décompositions et sous-détails qui seront pris en considération pour l'appréciation de la valeur technique des offres. Les décompositions et sous-détails ne pourront être d'une moindre précision au motif qu'une prestation serait sous-traitée. Devront apparaître en toute hypothèse, de manière exhaustive et distincte, la main-d'œuvre et sa qualification, le matériel, les consommables et les fournitures. De même, les coefficients de frais de chantiers et de frais généraux devront eux-mêmes être sous-détaillés aussi précisément que possible (encadrement, matériel indivis, frais de siège, d'agence, etc...).

L'entrepreneur est informé que certains éléments des documents explicatifs pourront être rendus contractuels à la mise au point du marché.

Ces documents seront jugés suivant leur qualité.

3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion
- Le détail estimatif au format modifiable pour import des prix dans le logiciel de suivi comptable.

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. A défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

3-2. Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Le maître d'ouvrage commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

4-1. Sélection des candidatures

Le maître d'ouvrage régularisera le dossier de candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu s'il s'avère incomplet.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables et irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RMO prévoit une négociation des offres. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Le RMO examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
Le prix des prestations	50 %
La valeur technique des prestations, appréciée au vu du mémoire technique et de sa cohérence avec les décompositions de prix forfaitaires et sous-détails de prix unitaires	40 %
La valeur environnementale des prestations, appréciée au vu du mémoire environnemental et de sa cohérence avec les décompositions de prix forfaitaires et sous-détails de prix unitaires	10 %

☒ Note CP relative au critère prix des prestations :

La note **CP** relative au critère prix des prestations sera ainsi calculée :

$$CP = 50 \times (\text{Montant de l'offre moins disante} / \text{Montant de l'offre examinée})^2$$

☒ Notes VT et VE relatives au critère valeur technique et valeur environnementale :

La note **VT** sur le critère valeur technique des prestations est évaluée sur la base du mémoire technique fourni.

La note **VE** sur le critère valeur environnementale des prestations est évaluée sur la base du mémoire environnemental fourni.

Les sous-critères de la valeur technique et de la valeur environnementale des prestations et leur barème de notation sont récapitulés dans le tableau suivant :

Critère	Sous-critère	Points
<u>Valeur technique</u>		<u>0 à 40</u>
<u>VT1</u>	<u>SOPAQ</u> : apprécié sur la base des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> note d'organisation générale planning prévisionnel d'exécution du marché moyens humains, techniques et matériels organisation des études d'exécution organisation du contrôle qualité interne et externe 	0 à 20 0 à 4 0 à 4 0 à 4 0 à 4 0 à 4
<u>VT2</u>	<u>Notice technique</u> : appréciée sur la base des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> note d'analyse des enjeux et méthodes et moyens mobilisés indication des principales fournitures modalités d'exploitation sous chantier organisation pour la signalisation temporaire et l'astreinte signalisation 	0 à 16 0 à 6 0 à 2 0 à 4 0 à 4
<u>VT3</u>	<u>Notice sécurité, hygiène et conditions de travail</u> : appréciée sur la base des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> plan de principe des installations de chantier mesures hygiène et sécurité sur le chantier 	0 à 4 0 à 2 0 à 2
<u>Valeur environnementale</u>		<u>0 à 10</u>
<u>VE1</u>	<u>SOPRE</u> : apprécié sur la base des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> dispositions prises pour respecter la clause environnementale SOSED 	0 à 6 0 à 4 0 à 2
<u>VE2</u>	<u>Dossier propreté de chantier</u> : apprécié sur la base des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> dispositions pour assurer le maintien de la propreté des voies publiques dispositions pour assurer le nettoyage des roues de camions 	0 à 4 0 à 2 0 à 2

La note VT sera égale à VT1 + VT2 + VT3. La note VE sera égale à VE1 + VE2.

Les points sont attribués à chaque sous-critère défini ci-dessus en fonction de la qualité et de la pertinence des documents fournis par le candidat selon les quatre niveaux suivants :

- 0 % de la note si absence du document ou document dénotant d'une analyse erronée du dossier ;
- 25 % de la note maximale si document insuffisant dénotant une analyse trop superficielle du dossier ;
- 50 % de la note maximale si document répondant simplement aux exigences du marché mais sans valeur ajoutée particulière ;
- 75 % de la note maximale si document complet, qui couvre presque complètement les divers éléments du marché et qui apporte des éléments sur la bonne appréhension des difficultés et leur résolution ;
- 100% de la note maximale si document complet et détaillé, qui apporte des éléments convaincants sur la bonne appréhension des difficultés et leur résolution et sur la qualité des prestations qui seront réalisées.

La note finale N de chaque offre exprimée sur 100 résulte de la formule :

$$N = CP + VT + VE$$

L'offre économiquement la plus avantageuse est l'offre qui a obtenu la note globale la plus grande. Si plusieurs candidats obtiennent une note identique, le prix des prestations les départagera.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RMO se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

4-3. Négociation

Le RMO pourra procéder à une négociation avec au maximum les 3 candidats ayant remis les offres jugées les plus intéressantes, suite au premier classement établi par application des critères pondérés énoncés.

La négociation est engagée librement avec les candidats sélectionnés. La négociation est conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment sur les moyens humains, matériels et techniques et le prix. L'offre finale sera jugée selon les mêmes critères du présent règlement. Le classement final sera établi sur cette base.

Elle pourra prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens avec le ou les candidats retenu(s) par le RMO. En cas d'échange écrit, les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans le mail. En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation.

A l'issue des négociations, les candidats remettront alors leur offre finale dans le délai maximal indiqué lors des échanges. Cette date de remise des offres finales sera identique pour tous les candidats.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **25-009-DIR**.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, odt, ods, odp, odg, dwf seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise peuvent être signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support physique électronique

5-2.1. Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support physique électronique (clé USB) doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde» et sera transmise sous pli cacheté.

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction Interdépartementale des Routes du Sud-Ouest
SIMO/UMP
Bâtiment C, bureaux C-24 et C24bis
155 avenue des arènes romaines
31300 Toulouse

Copie de sauvegarde pour : Consultation pour A621 – Echangeur du
Ritouret - BLAGNAC (31) - Aménagement de l'accès exploitant

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :

« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique, les documents pour lesquels une signature est requise peuvent être signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2.2. Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([\[http://www.marches-publics.gouv.fr\]](http://www.marches-publics.gouv.fr)) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des offres.